



Cenovus Energy Inc.

États financiers consolidés intermédiaires (non audités)

Période close le 31 mars 2019

(en dollars canadiens)

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (non audités)

Période close le 31 mars 2019

TABLE DES MATIÈRES

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS (NON AUDITÉS).....	3
ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉS)	4
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉS)	5
ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉS)	6
TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉS)	7
NOTES ANNEXES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (NON AUDITÉS)	8
1. DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE ET INFORMATIONS SECTORIELLES.....	8
2. BASE D'ÉTABLISSEMENT ET DÉCLARATION DE CONFORMITÉ	11
3. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES	11
4. CHARGES FINANCIÈRES.....	14
5. (PROFIT) PERTE DE CHANGE, MONTANT NET.....	14
6. CHARGES DE DÉPRÉCIATION ET REPRISES	15
7. ACTIVITÉS ABANDONNÉES	16
8. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT	16
9. MONTANTS PAR ACTION	17
10. ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION	17
11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES, MONTANT NET	18
12. ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION, MONTANT NET	18
13. DETTE À LONG TERME ET STRUCTURE FINANCIÈRE.....	19
14. OBLIGATIONS LOCATIVES	20
15. PAIEMENT CONDITIONNEL	21
16. PROVISIONS AU TITRE DE CONTRATS DÉFICITAIRES	21
17. PASSIFS RELATIFS AU DÉMANTÈLEMENT	21
18. AUTRES PASSIFS	22
19. CAPITAL SOCIAL	22
20. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU	22
21. RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS	23
22. INSTRUMENTS FINANCIERS	23
23. GESTION DES RISQUES	25
24. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE.....	26
25. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS	26
26. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE.....	27

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS (non audités)

Périodes closes les 31 mars

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	Notes	Trimestres clos en	
		2019	2018
Produits des activités ordinaires	1		
Chiffre d'affaires brut		5 195	4 703
Moins les redevances		191	93
		5 004	4 610
Charges	1		
Marchandises achetées		2 109	1 829
Frais de transport et de fluidification		1 159	1 514
Charges d'exploitation		515	642
(Profit) perte à la gestion des risques	22	217	330
Amortissement et épuisement	6,11,12	566	635
Coûts de prospection	6,10	5	2
Frais généraux et frais d'administration		72	120
Provisions au titre de contrats déficitaires	16	(1)	59
Charges financières	4	124	150
Produit d'intérêts		(2)	(3)
(Profit) perte de change, montant net	5	(198)	277
Réévaluation du paiement conditionnel	15	263	117
Frais de recherche		4	12
(Profit) perte à la sortie d'actifs		5	-
Autres (produits) charges, montant net		9	(2)
Résultat des activités poursuivies avant impôt sur le résultat		157	(1 072)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	8	47	(158)
Résultat net découlant des activités poursuivies		110	(914)
Résultat net découlant des activités abandonnées	7	-	260
Résultat net		110	(654)
Résultat de base et dilué par action (\$)	9		
Activités poursuivies		0,09	(0,74)
Activités abandonnées		-	0,21
Résultat net par action		0,09	(0,53)

Se reporter aux notes annexes des états financiers consolidés (non audités).

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL (non audités)

Périodes closes les 31 mars
(en millions de dollars)

	Notes	Trimestres clos en	
		2019	2018
Résultat net		110	(654)
Autres éléments du résultat global, après impôt	20		
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :</i>			
Écarts actuariels liés aux prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi		2	(7)
<i>Éléments qui pourraient être reclassés en résultat net :</i>			
Écart de change		(102)	120
Total des autres éléments du résultat global, après impôt		(100)	113
Résultat global		10	(541)

Se reporter aux notes annexes des états financiers consolidés (non audités).

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non audités)

(en millions de dollars)

	Notes	31 mars 2019	31 décembre 2018
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		244	781
Comptes débiteurs et produits à recevoir		1 673	1 238
Impôt sur le résultat à recouvrer		79	-
Stocks		1 381	1 013
Gestion des risques	22,23	1	163
Total de l'actif courant		3 378	3 195
Actifs de prospection et d'évaluation	1,10	792	785
Immobilisations corporelles, montant net	1,11	28 606	28 698
Actifs au titre de droits d'utilisation, montant net	1,12	869	-
Impôt sur le résultat à recouvrer		-	160
Autres actifs		76	64
Goodwill		2 272	2 272
Total de l'actif		35 993	35 174
Passif et capitaux propres			
Passif courant			
Comptes créditeurs et charges à payer		1 998	1 833
Partie courante de la dette à long terme	13	668	682
Partie courante des obligations locatives	14	130	-
Paieement conditionnel	15	163	15
Provisions au titre de contrats déficitaires	16	15	50
Impôt sur le résultat à payer		17	17
Gestion des risques	22,23	79	3
Total du passif courant		3 070	2 600
Dette à long terme	13	7 715	8 482
Obligations locatives	14	1 337	-
Paieement conditionnel	15	207	117
Provisions au titre de contrats déficitaires	16	60	613
Passifs relatifs au démantèlement	17	1 112	875
Autres passifs	18	180	158
Impôt différé		4 893	4 861
Total du passif		18 574	17 706
Capitaux propres		17 419	17 468
Total du passif et des capitaux propres		35 993	35 174
Engagements et éventualités	25		

Se reporter aux notes annexes des états financiers consolidés (non audités).

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (non audités)

(en millions de dollars)

	Capital social (Note 19)	Surplus d'apport	Résultats non distribués	CAERG ¹⁾ (Note 20)	Total
31 décembre 2017	11 040	4 361	3 937	643	19 981
Résultat net	-	-	(654)	-	(654)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	113	113
Total du résultat global	-	-	(654)	113	(541)
Charge de rémunération fondée sur des actions	-	1	-	-	1
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	(60)	-	(60)
31 mars 2018	11 040	4 362	3 223	756	19 381
31 décembre 2018	11 040	4 367	1 023	1 038	17 468
Résultat net	-	-	110	-	110
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(100)	(100)
Total du résultat global	-	-	110	(100)	10
Charge de rémunération fondée sur des actions	-	2	-	-	2
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	(61)	-	(61)
31 mars 2019	11 040	4 369	1 072	938	17 419

1) Cumul des autres éléments du résultat global.

Se reporter aux notes annexes des états financiers consolidés (non audités).

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (non audités)

Périodes closes les 31 mars
(en millions de dollars)

	Notes	Trimestres clos en	
		2019	2018
Activités d'exploitation			
Résultat net		110	(654)
Amortissement et épuisement	6,11,12	566	635
Coûts de prospection	6,10	5	2
Impôt différé	8	41	(8)
(Profit) perte latent(e) lié(e) à la gestion des risques	22	236	(139)
(Profit) perte de change latent(e)	5	(229)	282
Réévaluation du paiement conditionnel	15	263	117
(Profit) perte sur les activités abandonnées	7	-	(344)
(Profit) perte à la sortie d'actifs		5	-
Désactualisation des passifs relatifs au démantèlement	4,17	14	16
Provisions au titre de contrats déficitaires, moins la trésorerie versée	16	(3)	56
(Profit) perte de change réalisé(e) à l'égard d'éléments hors exploitation		28	(3)
Autres		12	(1)
Variation nette des autres actifs et passifs		(21)	(18)
Variation nette du fonds de roulement hors trésorerie		(591)	(64)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		436	(123)
Activités d'investissement			
Dépenses d'investissement – actifs de prospection et d'évaluation	10	(11)	(8)
Dépenses d'investissement – immobilisations corporelles	11	(310)	(521)
Produit de la sortie d'actifs		-	453
Variation nette des placements et autres		(2)	6
Variation nette du fonds de roulement hors trésorerie		9	31
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(314)	(39)
Flux de trésorerie avant les activités de financement, montant net		122	(162)
Activités de financement			
(Remboursement) de titres d'emprunt à long terme	24	(558)	-
Émission (remboursement) de titres d'emprunt à long terme renouvelables, montant net		-	1
(Remboursement) des obligations au titre de contrats de location-financement	14	(33)	-
Dividendes versés sur les actions ordinaires	9	(61)	(60)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(652)	(59)
Profit (perte) de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères		(7)	16
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(537)	(205)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		781	610
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		244	405

Se reporter aux notes annexes des états financiers consolidés (non audités).

1. DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE ET INFORMATIONS SECTORIELLES

Cenovus Energy Inc. et ses filiales (collectivement, « Cenovus » ou la « société ») sont engagées dans la mise en valeur, la production et la commercialisation de pétrole brut, de liquides de gaz naturel (« LGN ») et de gaz naturel au Canada; elles mènent aussi des activités de commercialisation et possèdent des installations de raffinage aux États-Unis.

Cenovus est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, et ses actions sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et à celle de New York (« NYSE »). Son siège social et bureau administratif est situé au 2600, 500 Centre Street S.E., Calgary (Alberta) Canada, T2G 1A6. L'information sur la base d'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires de la société se trouve à la note 2.

La direction a établi les secteurs opérationnels en fonction de renseignements examinés périodiquement aux fins de prise de décisions, d'affectation des ressources et d'évaluation de la performance opérationnelle par les principaux décideurs de Cenovus en ce qui a trait aux activités d'exploitation. La société évalue la performance financière de ses secteurs opérationnels principalement en fonction des marges d'exploitation. Les secteurs à présenter de la société sont les suivants :

- **Sables bitumineux**, secteur comprenant la mise en valeur et la production de bitume dans le nord-est de l'Alberta. Les actifs de bitume de Cenovus comprennent Foster Creek, Christina Lake et Narrows Lake, de même que des projets aux premiers stades de la mise en valeur.
- **Deep Basin**, secteur comprenant environ 2,8 millions d'acres nets de terrains, principalement dans les zones d'exploitation Elsworth-Wapiti, Kaybob-Edson et Clearwater, riches en gaz naturel et en LGN. Les actifs sont situés en Alberta et en Colombie-Britannique et comprennent des participations dans de nombreuses installations de traitement du gaz naturel.
- **Raffinage et commercialisation**, secteur responsable du transport, de la vente et du raffinage du pétrole brut transformé en pétrole raffiné et en produits chimiques. Cenovus détient, conjointement avec Phillips 66, société américaine non liée cotée en bourse, deux raffineries situées aux États-Unis. De plus, Cenovus possède et exploite un terminal de transport ferroviaire de pétrole brut en Alberta. Le secteur Raffinage et commercialisation coordonne les projets de commercialisation et de transport qu'entreprend Cenovus pour optimiser les gammes de produits, les points de livraison, les engagements de transport et la diversification de la clientèle. La commercialisation du pétrole brut et du gaz naturel provenant du Canada, y compris les ventes de produits physiques réglées aux États-Unis, est considérée comme étant effectuée par une entreprise canadienne. Les achats et les ventes de pétrole brut et de gaz naturel provenant des États-Unis sont affectés aux activités américaines.
- **Activités non sectorielles et éliminations**, secteur comprenant essentiellement les profits et pertes latents comptabilisés sur les instruments financiers dérivés, les profits et pertes à la sortie d'actifs et les frais généraux et frais d'administration, les frais de financement et les frais de recherche liés à l'ensemble des activités de Cenovus. Lorsqu'un instrument financier est réglé, le profit ou la perte réalisé est comptabilisé dans le secteur à présenter auquel se rapporte l'instrument dérivé. Les éliminations comprennent les ajustements au titre de l'usage interne de la production de gaz naturel entre les secteurs, des services de transbordement fournis au secteur Sables bitumineux par le terminal de transport ferroviaire de la société, de la production de pétrole brut utilisée comme charges d'alimentation par le secteur Raffinage et commercialisation et du résultat intersectoriel non réalisé sur les stocks. Les éliminations sont inscrites aux prix de transfert selon les prix en vigueur sur le marché. Le secteur Activités non sectorielles et éliminations est imputé au Canada, hormis le profit ou la perte latent lié à la gestion des risques, qui est imputé au pays de résidence de l'entité effectuant l'opération concernée.

Au 5 janvier 2018, la totalité des actifs du secteur Hydrocarbures classiques ont été vendus. Se reporter à la note 7 pour de plus amples renseignements.

Les tableaux qui suivent présentent l'information financière d'abord par secteur et, ensuite, par produit et par emplacement géographique.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Période close le 31 mars 2019

A) Résultats d'exploitation – Informations sectorielles et opérationnelles

Trimestres clos les 31 mars	Sables bitumineux		Deep Basin		Raffinage et commercialisation	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires						
Chiffre d'affaires brut	2 427	2 406	220	259	2 689	2 232
Moins les redevances	177	58	14	35	-	-
	2 250	2 348	206	224	2 689	2 232
Charges						
Marchandises achetées	-	-	-	-	2 163	1 957
Frais de transport et de fluidification	1 147	1 492	19	25	-	-
Charges d'exploitation	274	296	93	91	229	318
(Profit) perte à la gestion des risques	(12)	454	-	9	(7)	5
Marge d'exploitation	841	106	94	99	304	(48)
Amortissement et épuisement	369	362	86	204	80	54
Coûts de prospection	5	2	-	-	-	-
Résultat sectoriel	467	(258)	8	(105)	224	(102)

Trimestres clos les 31 mars	Activités non sectorielles et éliminations		Résultat consolidé	
	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires				
Chiffre d'affaires brut	(141)	(194)	5 195	4 703
Moins les redevances	-	-	191	93
	(141)	(194)	5 004	4 610
Charges				
Marchandises achetées	(54)	(128)	2 109	1 829
Frais de transport et de fluidification	(7)	(3)	1 159	1 514
Charges d'exploitation	(81)	(63)	515	642
(Profit) perte à la gestion des risques	236	(138)	217	330
Amortissement et épuisement	31	15	566	635
Coûts de prospection	-	-	5	2
Résultat sectoriel	(266)	123	433	(342)
Frais généraux et frais d'administration	72	120	72	120
Provisions au titre de contrats déficitaires	(1)	59	(1)	59
Charges financières	124	150	124	150
Produit d'intérêts	(2)	(3)	(2)	(3)
(Profit) perte de change, montant net	(198)	277	(198)	277
Réévaluation du paiement conditionnel	263	117	263	117
Frais de recherche	4	12	4	12
(Profit) perte à la sortie d'actifs	5	-	5	-
Autres (produits) charges, montant net	9	(2)	9	(2)
	276	730	276	730
Résultat des activités poursuivies avant impôt sur le résultat			157	(1 072)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat			47	(158)
Résultat net découlant des activités poursuivies			110	(914)

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Période close le 31 mars 2019

B) Produits des activités ordinaires par type de produit

Périodes closes les 31 mars	Trimestres clos en	
	2019	2018
En amont		
Pétrole brut	2 268	2 379
Gaz naturel	115	105
LGN	54	74
Autres	19	14
Produits raffinés	1 837	1 763
Optimisation des marchés	852	469
Activités non sectorielles et éliminations	(141)	(194)
Produits d'exploitation liés aux activités poursuivies	5 004	4 610

C) Information géographique

Périodes closes les 31 mars	Produits des activités ordinaires	
	Trimestres clos en 2019	2018
Canada	3 149	2 847
États-Unis	1 855	1 763
Résultat consolidé	5 004	4 610
	Actif non courant¹⁾	
	31 mars 2019	31 décembre 2018
Canada	28 376	27 644
États-Unis	4 239	4 175
Résultat consolidé	32 615	31 819

1) Rend compte des actifs de prospection et d'évaluation, des immobilisations corporelles, des actifs au titre de droits d'utilisation, d'autres actifs et du goodwill.

D) Actifs de prospection et d'évaluation, immobilisations corporelles, actifs au titre de droits d'utilisation, goodwill et total de l'actif

	Actifs de prospection et d'évaluation		Immobilisations corporelles		Actifs au titre de droits d'utilisation	
	31 mars 2019	31 décembre 2018	31 mars 2019	31 décembre 2018	31 mars 2019	31 décembre 2018
Sables bitumineux	645	639	21 563	21 646	245	-
Deep Basin	147	146	2 556	2 482	1	-
Raffinage et commercialisation	-	-	4 189	4 284	104	-
Activités non sectorielles et éliminations	-	-	298	286	519	-
Résultat consolidé	792	785	28 606	28 698	869	-
			Goodwill		Total de l'actif	
			31 mars 2019	31 décembre 2018	31 mars 2019	31 décembre 2018
Sables bitumineux			2 272	2 272	26 327	25 373
Deep Basin			-	-	2 834	2 742
Hydrocarbures classiques (activités abandonnées)			-	-	11	14
Raffinage et commercialisation			-	-	5 559	5 621
Activités non sectorielles et éliminations			-	-	1 262	1 424
Résultat consolidé			2 272	2 272	35 993	35 174

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Période close le 31 mars 2019

E) Dépenses d'investissement¹⁾

Périodes closes les 31 mars	Trimestres clos en	
	2019	2018
Investissement		
Sables bitumineux	214	318
Deep Basin	14	145
Hydrocarbures classiques	-	2
Raffinage et commercialisation	55	53
Activités non sectorielles et éliminations	34	6
	317	524
Acquisition		
Deep Basin	2	5
Raffinage et commercialisation	4	-
Dépenses d'investissement totales	323	529

1) Comprennent les dépenses consacrées aux immobilisations corporelles et aux actifs de prospection et d'évaluation.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT ET DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Dans les présents états financiers consolidés intermédiaires, tous les montants en dollars sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les symboles « \$ CA » et « \$ » désignent le dollar canadien et le symbole « \$ US » désigne le dollar américain.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») applicables à la préparation des états financiers intermédiaires, notamment l'International Accounting Standard 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), et selon les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul qui ont servi à la préparation des états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018, exception faite de ce qui est mentionné à la note 3 et de l'impôt sur le résultat. L'impôt sur le résultat des périodes intermédiaires est calculé selon le taux d'imposition qui serait applicable au résultat annuel total prévu.

Certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées afin de se conformer à la présentation adoptée pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Certaines informations et informations à fournir dans les notes annexes figurant normalement dans les états financiers consolidés annuels ont été résumées ou fournies pour l'ensemble de l'exercice seulement. Il convient donc de prendre connaissance des états financiers consolidés intermédiaires parallèlement aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, lesquels ont été dressés selon les IFRS telles qu'elles ont été publiées par l'IASB.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été approuvés par le comité d'audit le 23 avril 2019.

3. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

A) Adoption d'IFRS 16, Contrats de location

En date du 1^{er} janvier 2019, la société a adopté IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »). La société a appliqué la nouvelle norme selon l'approche rétrospective modifiée. Cette approche ne requiert pas le retraitement des informations financières de la période précédente, car c'est un effet cumulatif qui est comptabilisé à titre d'ajustement des résultats non distribués d'ouverture, et la norme est ensuite appliquée de manière prospective. Par conséquent, les informations financières comparatives de l'état consolidé de la situation financière et des états consolidés des résultats, du résultat global, et des variations des capitaux propres ainsi que du tableau des flux de trésorerie de la société n'ont pas été retraitées.

Au moment de l'adoption de la norme, la direction a choisi d'utiliser les mesures de simplification permises énumérées ci-après :

- Appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;
- Comptabiliser les contrats de location dont la durée à courir est inférieure à douze mois au 1^{er} janvier 2019 comme s'il s'agissait de contrats de location à court terme;
- Comptabiliser en charges les paiements de loyers et ne pas comptabiliser d'actif au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur (moins de 5 000 \$ US);
- Utiliser des connaissances acquises *a posteriori* pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation;
- Comptabiliser les composantes locatives et les composantes non locatives comme une seule composante, de nature locative, pour les obligations locatives se rapportant aux réservoirs de stockage;
- Utiliser l'évaluation de la dépréciation effectuée précédemment par Cenovus conformément à IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* (« IAS 37 »), pour les contrats déficitaires au lieu de soumettre l'actif au titre de droits d'utilisation à un nouveau test de dépréciation au 1^{er} janvier 2019.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Période close le 31 mars 2019

L'incidence de l'adoption d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 est la suivante :

	Notes	Montants présentés au 31 décembre 2018	Ajustements	Solde à l'adoption au 1 ^{er} janvier 2019
Actif				
Comptes débiteurs et produits à recevoir	iv	1 238	2	1 240
Immobilisations corporelles, montant net	v	28 698	(3)	28 695
Actifs au titre de droits d'utilisation, montant net	ii	-	1 491	
	iii	-	(585)	
	iv	-	(16)	
	v	-	3	893
Autres actifs	iv	64	14	78
Passif et capitaux propres				
Partie courante des obligations locatives	i	-	(128)	(128)
Partie courante des provisions au titre de contrat déficitaire	iii	(50)	37	(13)
Partie non courante des obligations locatives	i	-	(1 363)	
	v	-	(3)	(1 366)
Partie non courante des provisions au titre de contrat déficitaire	iii	(613)	548	(65)
Autres passifs	v	(158)	3	(155)
Total		<u>29 179</u>	<u>-</u>	<u>29 179</u>

Notes :

i) Obligations locatives

À l'adoption d'IFRS 16, la société a comptabilisé les obligations locatives au titre des contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple selon les principes exposés dans IAS 17, *Contrats de location* (« IAS 17 »). Selon les dispositions de la nouvelle norme, ces contrats de location ont été évalués à la valeur actualisée des paiements de loyers résiduels, calculée à l'aide de nos taux d'emprunt marginaux au 1^{er} janvier 2019. Les taux d'emprunt marginaux au 1^{er} janvier 2019 vont de 4,0 % à 5,7 %. Les contrats de location dont la durée résiduelle est inférieure à 12 mois et ceux visant des actifs de faible valeur sont exclus. Des obligations locatives d'un total de 1,5 G\$ ont été comptabilisées au 1^{er} janvier 2019, dont 128 M\$ représentent la partie courante.

ii) Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation connexes ont été évalués au montant correspondant à l'obligation locative au 1^{er} janvier 2019, déduction faite de tout montant déjà comptabilisé aux termes d'IAS 37 à l'égard des provisions au titre de contrats déficitaires, sans incidence sur les résultats non distribués.

iii) Provisions au titre de contrats déficitaires

À l'adoption initiale, la direction a appliqué la mesure de simplification afin d'utiliser l'évaluation précédente de la société conformément à IAS 37 à l'égard des contrats déficitaires. Cette mesure a donné lieu à une diminution de 585 M\$ des provisions au titre de contrats déficitaires au 31 décembre 2018.

iv) Contrats de sous-location

À la date de transition, la société a réévalué le classement de ses contrats de sous-location précédemment classés comme contrats de location simple conformément à IAS 17. La société ayant conclu que certains de ces contrats de sous-location correspondaient à des contrats de location-financement conformément à IFRS 16, elle a comptabilisé 16 M\$ à titre d'investissement net dans les contrats de location-financement à l'adoption d'IFRS 16, dont 2 M\$ représentent la partie courante.

v) Reclassement des contrats de location-financement déjà comptabilisés

Les contrats de location comptabilisés à titre de contrats de location-financement conformément à IAS 17 ont été reclassés des immobilisations corporelles et des autres passifs dans les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives, respectivement.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.
Période close le 31 mars 2019

vi) Rapprochement des engagements et de l'obligation locative

Le tableau ci-après présente un rapprochement des engagements au 31 décembre 2018 et des obligations locatives de la société au 1^{er} janvier 2019.

	Total
Transport et entreposage	23 341
Immobilier	1 831
Engagements en capital	24
Autres engagements à long terme	490
Engagements au 31 décembre 2018	25 686
Déduire :	
Composantes non locatives	(1 143)
Ententes non assorties d'un contrat de location	(22 811)
Contrats de location visant des actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés	(507)
Contrats de location à court terme	(8)
Ajouter :	
Provision déjà comptabilisée conformément à IAS 37	1 064
Obligations au titre de contrats de location-financement conformément à IAS 17	4
Engagements aux termes des obligations locatives au 31 décembre 2018	2 285
Incidence de l'actualisation	(791)
Obligation locative au 1^{er} janvier 2019	1 494

B) Mises à jour des principales méthodes comptables

Contrats de location

La société a appliqué l'approche rétrospective modifiée à l'adoption d'IFRS 16; ainsi, l'information comparative présentée continue d'être comptabilisée selon les précédentes méthodes comptables de la société figurant dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

La méthode comptable suivante s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019 :

La société évalue si un contrat est un contrat de location en déterminant s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif sous-jacent pour un certain temps moyennant une contrepartie. La société répartit la contrepartie prévue au contrat entre chaque composante locative selon son prix distinct relatif. Par contre, pour les contrats de location visant les réservoirs de stockage, la société a choisi de ne pas distinguer les composantes non locatives.

En tant que preneur

Les contrats de location sont comptabilisés comme actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives correspondantes à la date à laquelle les actifs loués sont prêts à être utilisés par la société. Les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location sont évalués initialement à leur valeur actuelle. Les obligations locatives rendent compte de la valeur actuelle nette des paiements fixes, des paiements de loyers variables qui reposent sur un indice ou un taux, les montants attendus du preneur aux termes des garanties de valeur résiduelle, le prix d'exercice des options d'achat si ce preneur est raisonnablement certain d'exercer l'option et des paiements de pénalités découlant de la résiliation du contrat de location moins toute incitation à la prise à bail à recevoir. Ces paiements sont actualisés selon le taux d'emprunt marginal de la société lorsque le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être obtenu facilement. La société applique un seul taux d'actualisation à un portefeuille de contrats de location ayant des caractéristiques raisonnablement similaires.

Les paiements de loyers sont répartis entre le passif et les charges financières. Les charges financières sont portées au résultat net sur la durée du contrat de location.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti par application de la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée à la survenance d'un changement des paiements de loyers futurs découlant d'une variation d'un indice ou d'un taux, d'un changement dans le montant prévu être versé aux termes d'une garantie de valeur résiduelle ou si la société change son évaluation, à savoir si elle exercera une option d'achat, de prolongation ou de résiliation à l'égard de laquelle la société a un contrôle.

Lorsque l'obligation locative est réévaluée, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre de droits d'utilisation ou est comptabilisé à l'état consolidé des résultats si la valeur comptable de l'actif au titre de droits d'utilisation a été réduite à zéro.

L'actif au titre de droits d'utilisation est initialement évalué au coût, lequel comprend le montant initial de l'obligation locative ajusté pour tout coût direct initial et une estimation des coûts de démantèlement et de retrait de l'actif sous-jacent ou de restauration de l'actif ou du site sur lequel est situé l'actif moins tout paiement de loyer effectué au plus tard à la date d'entrée en vigueur.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.
Période close le 31 mars 2019

L'actif au titre de droits d'utilisation est amorti selon le mode linéaire sur sa durée d'utilité estimative ou sur la durée du contrat de location si elle est inférieure. L'actif au titre de droits d'utilisation peut être ajusté dans le cadre de certaines réévaluations de l'obligation locative et des pertes de valeur.

Les contrats de location dont la durée à courir est inférieure à douze mois ou ceux dont l'actif sous-jacent est de faible valeur sont comptabilisés à l'état consolidé des résultats selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Une modification à un contrat de location sera comptabilisée à titre de contrat de location distinct si la modification élargit l'étendue du contrat de location et si la contrepartie prévue au contrat de location augmente d'un montant proportionné au prix distinct du droit d'utilisation ajouté. Dans le cas où la modification de contrat de location n'est pas traitée comme un contrat de location distinct ou lorsque la contrepartie n'augmente pas d'un montant proportionné, à la date d'entrée en vigueur de la modification, la société réévaluera l'obligation locative en utilisant son taux d'emprunt marginal, si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être obtenu facilement, en apportant un ajustement correspondant à l'actif au titre de droits d'utilisation. Une modification qui réduit l'étendue du contrat de location sera comptabilisée en réduisant la valeur comptable de l'actif au titre de droits d'utilisation et en constatant un profit ou une perte dans le résultat net qui rend compte de la diminution proportionnelle de l'étendue.

En tant que bailleur

En tant que bailleur, la société détermine, à l'établissement du contrat, s'il s'agit d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location simple. Les contrats de location selon lesquels la société transfère la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent sont classés comme contrats de location-financement. Aux termes d'un contrat de location-financement, la société comptabilise des débiteurs à un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location, lequel correspond à la valeur actuelle des paiements de loyers à recevoir du preneur. Si la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ne sont pas transférés, le contrat de location est classé à titre de contrat de location simple. La société comptabilise en produits les paiements de loyers reçus aux termes de contrats de location simple selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location à titre d'autres produits.

Lorsque la société agit en tant que bailleur intermédiaire, elle comptabilise de manière distincte son droit dans le contrat de location principal et le contrat de sous-location. Elle évalue le classement des contrats de location d'un contrat de sous-location d'après l'actif au titre de droits d'utilisation relativement au contrat de location principal et non d'après les actifs sous-jacents. Si le contrat de location principal correspond à un contrat à court terme à l'égard duquel la société applique l'exception concernant la comptabilisation des contrats de location, le contrat de sous-location est classé à titre de contrat de location simple.

C) Jugements comptables d'importance critique et principales sources d'incertitude relative aux estimations

Jugements critiques dans la détermination de la durée du contrat de location

Pour déterminer la durée d'un contrat de location, la direction tient compte de l'ensemble des faits et circonstances pouvant donner lieu à un avantage économique à exercer une option de prolongation ou à ne pas exercer une option de résiliation. L'évaluation est revue si la survenance d'un événement important ou d'un changement de circonstance significatif a une incidence sur cette évaluation.

4. CHARGES FINANCIÈRES

Périodes closes les 31 mars	Trimestres clos en	
	2019	2018
Charge d'intérêts - Emprunts à court terme et dette à long terme (Escompte) au remboursement de la dette à long terme (note 13)	113	128
Charge d'intérêts - Obligations locatives (note 14)	(32)	-
Désactualisation des passifs relatifs au démantèlement (note 17)	19	-
Autres	14	16
	10	6
	124	150

5. (PROFIT) PERTE DE CHANGE, MONTANT NET

Périodes closes les 31 mars	Trimestres clos en	
	2019	2018
(Profit) perte de change latent(e) à la conversion des éléments suivants :		
Titres d'emprunt libellés en dollars US et émis au Canada	(215)	267
Autres	(14)	15
(Profit) perte de change latent(e)	(229)	282
(Profit) perte de change réalisé(e)	31	(5)
	(198)	277

6. CHARGES DE DÉPRÉCIATION ET REPRISES

A) Dépréciation des unités génératrices de trésorerie

Dépréciations des activités en amont en 2019

Il n'existait aucun indice de dépréciation au 31 mars 2019.

Dépréciations des activités en amont en 2018

Au 31 mars 2018, des indices de dépréciation ont été décelés dans les actifs en amont de la société découlant d'une baisse des prix à terme des marchandises depuis l'acquisition (l'« acquisition ») auprès de ConocoPhillips Company et certaines de ses filiales (collectivement, « ConocoPhillips »). La société a soumis ses unités génératrices de trésorerie (« UGT ») en amont à des tests de dépréciation et elle a établi que la valeur comptable de l'UGT Clearwater excédait sa valeur recouvrable, donnant lieu à une perte de valeur de 100 M\$. La perte de valeur a été comptabilisée à titre d'amortissement et d'épuisement du secteur Deep Basin. Les flux de trésorerie futurs de l'UGT ont diminué en raison de la baisse des prix à terme du gaz naturel. Au 31 mars 2018, la valeur recouvrable de l'UGT Clearwater a été établie à environ 322 M\$.

Principales hypothèses

Les valeurs recouvrables des UGT en amont de Cenovus ont été déterminées en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie ou d'une évaluation de transactions portant sur des actifs comparables. La juste valeur des actifs productifs a été calculée en fonction des flux de trésorerie actualisés après impôt qui seraient tirés des réserves prouvées et probables au moyen des prix à terme et des coûts estimatifs établis par les évaluateurs de réserves indépendants agréés de Cenovus (niveau 3). L'estimation des flux de trésorerie futurs a été établie d'après un taux d'inflation de 2 % et un taux d'actualisation entre 10 % et 15 %.

Prix du pétrole brut, des LGN et du gaz naturel

Les prix à terme au 31 mars 2018 utilisés pour déterminer les flux de trésorerie futurs générés par les réserves de pétrole brut, de LGN et de gaz naturel sont les suivants :

	Reste de 2018	2019	2020	2021	2022	Hausse moyenne annuelle par la suite
WTI (\$ US/baril) ¹⁾	61,67	63,67	65,83	69,50	72,19	2,2 %
WCS (\$ CA/baril) ²⁾	53,86	59,39	62,60	66,00	67,85	2,3 %
Edmonton C5+ (\$ CA/baril)	78,43	78,91	79,42	82,72	84,74	2,2 %
AECO (\$ CA/kpi) ³⁾	2,12	2,43	2,93	3,23	3,48	2,1 %

1) West Texas Intermediate (« WTI »).

2) Western Canadian Select (« WCS »).

3) Gaz naturel de l'Alberta Energy Company (« AECO »). Selon une puissance calorifique hypothétique de un million de Btu (unités thermiques britanniques) par millier de pieds cubes de gaz.

Aucune perte de valeur visant le goodwill n'a été comptabilisée pendant le trimestre clos le 31 mars 2018.

B) Dépréciations des actifs et réductions de valeur

Actifs de prospection et d'évaluation

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, 5 M\$ de coûts de prospection et d'évaluation déjà incorporés ont été radiés, car il a été établi que la valeur comptable n'était pas recouvrable; cette réduction de valeur a été comptabilisée à titre de coûts de prospection dans le secteur Sables bitumineux.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, 2 M\$ de coûts de prospection et d'évaluation déjà incorporés ont été radiés, car il a été établi que la valeur comptable n'était pas recouvrable; cette réduction de valeur a été comptabilisée à titre de coûts de prospection dans le secteur Sables bitumineux.

Immobilisations corporelles, montant net

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la société a comptabilisé une perte de valeur de 16 M\$ relativement au secteur Sables bitumineux au titre d'un bien de gaz naturel dont la valeur a été ramenée à sa valeur recouvrable.

En outre, 8 M\$ au titre d'améliorations locatives ont été radiés. Cette perte de valeur a été comptabilisée à titre d'amortissement et d'épuisement supplémentaires du secteur Activités non sectorielles et éliminations.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, la société a comptabilisé une perte de valeur de 7 M\$ relativement au secteur Sables bitumineux au titre des actifs liés aux technologies de l'information dont la valeur a été ramenée à leur valeur recouvrable.

7. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

A) Résultat des activités abandonnées

En 2017, la société annonçait son intention de se départir de son secteur Hydrocarbures classiques. Le secteur Hydrocarbures classiques comprenait notamment les actifs de pétrole lourd de la société à Pelican Lake, le projet de récupération assistée des hydrocarbures au dioxyde de carbone de Weyburn et le pétrole brut classique, les actifs de LGN et de gaz naturel des zones Suffield et Palliser dans le sud de l'Alberta. Les résultats d'exploitation du secteur Hydrocarbures classiques ont été présentés à titre d'activités abandonnées. Exception faite des actifs Suffield, les actifs du secteur Hydrocarbures classiques ont été vendus avant le 31 décembre 2017.

Le 5 janvier 2018, la société a conclu la vente de ses actifs de pétrole brut et de gaz naturel à Suffield, dans le sud de l'Alberta, pour un produit en trésorerie de 512 M\$, avant les ajustements de clôture. La convention comprend un rajustement du coût d'acquisition différé qui donnerait à Cenovus la possibilité de tirer avantage d'ajustements du coût d'acquisition d'au plus 36 M\$ si les prix moyens du pétrole brut et du gaz naturel satisfont à certains seuils au cours des deux années suivant la clôture de la sortie.

Le rajustement du coût d'acquisition différé constitue une convention de deux ans à compter de la clôture de la vente. Aux termes de la convention d'achat et de vente, Cenovus a droit à des versements en espèces pour chaque mois au cours duquel le cours quotidien moyen du WTI est supérieur à 55 \$ US le baril ou si le cours du gaz naturel au carrefour Henry est supérieur à 3,50 \$ US le million d'unités thermiques britanniques. Les versements en espèces mensuels sont plafonnés respectivement à 375 000 \$ et à 1,125 M\$ pour le pétrole brut et le gaz naturel. Le rajustement du coût d'acquisition différé sera comptabilisé à titre d'option financière et sa juste valeur sera établie chaque date de présentation de l'information financière. La juste valeur du rajustement du coût d'acquisition différé à la date de clôture s'établissait à 7 M\$.

Le tableau suivant présente le résultat des activités abandonnées, y compris les sorties d'actifs :

Période close le 31 mars	Trimestre clos en 2018
Produits des activités ordinaires	
Chiffre d'affaires brut	16
Moins les redevances	(1)
	<u>17</u>
Charges	
Frais de transport et de fluidification	1
Charges d'exploitation	5
Taxes sur la production et impôts miniers	(1)
	<u>12</u>
Marge d'exploitation	12
Résultat découlant des activités abandonnées, avant impôt	12
Charge (produit) d'impôt différé	3
Résultat des activités abandonnées après impôt	9
Profit (perte) sur les activités abandonnées après impôt¹⁾	251
Résultat net des activités abandonnées	<u>260</u>

1) Déduction faite d'un produit d'impôt différé de 93 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018.

B) Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées inscrits aux tableaux consolidés des flux de trésorerie se ventilent comme suit :

Période close le 31 mars	Trimestre clos en 2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	11
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	451
Flux de trésorerie nets	<u>462</u>

8. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat s'établit comme suit :

Périodes closes les 31 mars	Trimestres clos en	
	2019	2018
Impôt exigible		
Canada	4	(58)
États-Unis	2	4
Total de la charge (du produit) d'impôt exigible	6	(54)
Charge (produit) d'impôt différé	41	(104)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat des activités poursuivies	47	(158)

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Période close le 31 mars 2019

9. MONTANTS PAR ACTION

A) Résultat net par action – de base et dilué

Périodes closes les 31 mars	Trimestres clos en	
	2019	2018
Résultat découlant des éléments suivants :		
Activités poursuivies	110	(914)
Activités abandonnées	-	260
Résultat net	110	(654)
De base – nombre moyen pondéré d’actions (en millions)	1 228,8	1 228,8
Effet dilutif des DRN de Cenovus¹⁾	0,3	-
Nombre moyen pondéré d’actions, après dilution	1 229,1	1 228,8
Résultat de base et dilué par action découlant des éléments suivants : (\$)		
Activités poursuivies	0,09	(0,74)
Activités abandonnées	-	0,21
Résultat net par action	0,09	(0,53)

1) Droits de règlement net (« DRN »).

B) Dividendes par action

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, les dividendes versés par la société se sont chiffrés à 61 M\$, soit 0,05 \$ par action (60 M\$, soit 0,05 \$ par action, pour le trimestre clos le 31 mars 2018).

10. ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION

	Total
31 décembre 2018	785
Entrées d’actifs	11
Coûts de prospection (note 6)	(5)
Variation des passifs relatifs au démantèlement	4
Transferts aux immobilisations corporelles (note 11)	(3)
31 mars 2019	792

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Période close le 31 mars 2019

11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES, MONTANT NET

	Actifs en amont				Total
	Mise en valeur et production	Autres actifs en amont	Matériel de raffinage	Autres ¹⁾	
COÛT					
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	28 046	333	5 628	1 213	35 220
Entrées d'actifs	219	-	48	45	312
Transferts des actifs de prospection et d'évaluation (note 10)	3	-	-	-	3
Variation des passifs relatifs au démantèlement	226	-	5	2	233
Variation des cours de change et autres	(1)	-	(122)	-	(123)
Sorties d'actifs	(5)	-	-	-	(5)
31 mars 2019	28 488	333	5 559	1 260	35 640
AMORTISSEMENT ET ÉPUISEMENT CUMULÉS					
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	3 918	333	1 441	833	6 525
Amortissement et épuisement	420	-	72	16	508
Pertes de valeur (note 6)	16	-	-	8	24
Variation des cours de change et autres	15	-	(38)	-	(23)
Sorties d'actifs	-	-	-	-	-
31 mars 2019	4 369	333	1 475	857	7 034
VALEUR COMPTABLE					
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	24 128	-	4 187	380	28 695
31 mars 2019	24 119	-	4 084	403	28 606

1) Comprend le terminal de transport ferroviaire de pétrole brut, le mobilier de bureau, les agencements, les améliorations locatives, les technologies de l'information et les aéronefs.

12. ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION, MONTANT NET

	Immobilier	Wagons et barges	Actifs de stockage ¹⁾	Matériel de raffinage		Autres	Total
COÛT							
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	517	63	292	13	9	894	
Entrées d'actifs	10	2	-	-	1	13	
Variation des cours de change	-	-	(3)	-	-	(3)	
31 mars 2019	527	65	289	13	10	904	
AMORTISSEMENT ET ÉPUISEMENT CUMULÉS							
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	-	-	-	1	-	1	
Amortissement et épuisement	8	8	17	-	1	34	
31 mars 2019	8	8	17	1	1	35	
VALEUR COMPTABLE							
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	517	63	292	12	9	893	
31 mars 2019	519	57	272	12	9	869	

1) Les actifs de stockage comprennent les cavités et les réservoirs.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Période close le 31 mars 2019

13. DETTE À LONG TERME ET STRUCTURE FINANCIÈRE

	Notes	31 mars 2019	31 décembre 2018
Emprunts à terme renouvelables ¹⁾	A	-	-
Effets non garantis libellés en dollars américains ²⁾	B	8 453	9 241
Capital total de la dette		8 453	9 241
Escomptes et coûts de transaction liés à la dette		(70)	(77)
Dette à long terme		8 383	9 164
Moins la partie courante		668	682
Partie non courante		7 715	8 482

1) L'emprunt à terme renouvelable peut comprendre des acceptations bancaires, des emprunts contractés au TIOL, des emprunts au taux préférentiel et des emprunts au taux de base américain.

2) Au 31 mars 2019, le capital en dollars américains s'établissait à 6 325 M\$ US (6 774 M\$ US au 31 décembre 2018).

A) Emprunt à terme renouvelable

Cenovus dispose d'une facilité de crédit engagée composée d'une tranche de 1,2 G\$ venant à échéance le 30 novembre 2021 et d'une tranche de 3,3 G\$ venant à échéance le 30 novembre 2022.

B) Effets non garantis

Au premier trimestre de 2019, la société a versé 419 M\$ US afin de racheter une partie de ses effets non garantis d'un capital de 449 M\$ US. Un profit au rachat de 32 M\$ CA a été comptabilisé dans les charges financières. Après le 31 mars 2019, la société a racheté une autre tranche de 66 M\$ US de ses effets non garantis en contrepartie d'un montant en trésorerie de 63 M\$ US (voir la note 26).

Au 31 mars 2019, la société respectait toutes les conditions de ses accords de dette.

C) Structure financière

Les objectifs ciblés par Cenovus pour sa structure financière n'ont pas changé par rapport aux périodes précédentes. La structure financière de Cenovus se compose des capitaux propres et de la dette nette. La dette nette comprend les emprunts à court terme et la partie courante et non courante de la dette à long terme de la société, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Cenovus mène ses activités et prend des décisions à leur égard conformément à celles d'une société ayant une cote de solvabilité élevée. Les objectifs de la société en matière de gestion de sa structure financière visent à maintenir une souplesse financière, à préserver son accès aux marchés des capitaux, à s'assurer d'être en mesure de financer la croissance générée en interne et à financer les acquisitions potentielles tout en maintenant sa capacité à remplir ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance.

Cenovus surveille sa structure financière et ses besoins de financement à l'aide notamment de mesures financières non conformes aux PCGR, soit le ratio dette/bénéfice ajusté avant intérêts, impôt et amortissement ajusté (« BAIIA ajusté ») et le ratio dette/capitaux permanents. Ces ratios sont des mesures de la santé financière générale de la société et sont utilisés pour gérer son endettement global.

À long terme, Cenovus cible un ratio dette nette/BAIIA ajusté inférieur à 2,0 x. À différents points du cycle économique, Cenovus s'attend à ce que ces ratios soient parfois en dehors de ces intervalles cibles. Cenovus gère également son ratio dette nette/capitaux permanents afin d'assurer la conformité aux clauses restrictives correspondantes, telles qu'elles sont définies dans sa facilité de crédit engagée.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Période close le 31 mars 2019

Ratio dette nette/BAIIA ajusté¹⁾

	31 mars 2019	31 décembre 2018
Partie courante de la dette à long terme	668	682
Dette à long terme	7 715	8 482
Moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(244)	(781)
Dette nette	8 139	8 383
Résultat net	(1 905)	(2 669)
Ajouter (déduire) :		
Charges financières	602	628
Produit d'intérêts	(18)	(19)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(811)	(920)
Amortissement et épuisement	2 062	2 131
Réduction de valeur des actifs de prospection et d'évaluation	2 126	2 123
(Profit) perte latent(e) lié(e) à la gestion des risques	(874)	(1 249)
(Profit) perte de change, montant net	379	854
Réévaluation du paiement conditionnel	196	50
(Profit) perte sur les activités abandonnées	43	(301)
(Profit) perte à la sortie d'actifs	800	795
Autres (produits) charges, montant net	(1)	(12)
BAIIA ajusté ²⁾	2 599	1 411
	3,1 x	5,9 x

Ratio dette nette/BAIIA ajusté

1) IFRS 16 a été adoptée le 1^{er} janvier 2019 par l'application de l'approche rétrospective modifiée; par conséquent, l'information comparative n'a pas été retraitée.

2) Calculé sur les douze derniers mois. Rend compte des activités abandonnées.

Ratio dette nette/capitaux permanents

	31 mars 2019	31 décembre 2018
Dette nette	8 139	8 383
Capitaux propres	17 419	17 468
	25 558	25 851
Ratio dette nette/capitaux permanents	32 %	32 %

Aux termes de sa facilité de crédit engagée, la société est tenue de conserver un ratio dette/capitaux permanents, tel qu'il est défini dans la convention, ne dépassant pas 65 %. Le ratio de la société est nettement en deçà de cette limite.

14. OBLIGATIONS LOCATIVES

	Total
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	1 494
Entrées d'actifs	11
Charge d'intérêts (note 4)	19
Paiements de loyers	(52)
Écart de conversion	(5)
31 mars 2019	1 467
Moins la partie courante	130
Partie non courante	1 337

La société a des obligations locatives visant des locaux à bureaux, des wagons, des barges, des réservoirs de stockage, des cavités, des appareils de forage et autre matériel de raffinage et mobile. La durée des contrats de location est négociée pour chaque contrat et est assortie d'un large éventail de modalités. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, les taux d'actualisation s'établissaient entre 4,0 % et 4,9 %, selon la durée du contrat de location.

	2019
Trimestre clos le 31 mars	
Paiements de loyers variables	5
Paiements de loyers à court terme	3

La société a des paiements de loyers variables attribuables à des impôts fonciers visant des contrats liés à des biens immobiliers. Les contrats de location à court terme sont des contrats de location dont la durée est d'au plus douze mois.

La société a tenu compte des options de prolongation dans le calcul des obligations au titre de contrats de location-financement, en vertu desquelles elle a le droit de prolonger la durée d'un contrat de location, à son gré, et qu'elle estime qu'il est plus probable qu'elle exerce l'option de prolongation. La société n'a prévu aucune option de résiliation significative et les montants résiduels ne sont pas importants.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.
Période close le 31 mars 2019

Les sorties de trésorerie non actualisées liées aux obligations locatives s'établissent comme suit :

	Total
31 mars 2019	
Moins de 1 an	205
De 2 à 3 ans	347
De 4 à 5 ans	264
Par la suite	1 441
Total¹⁾	2 257

1) Comprend le capital et les intérêts.

15. PAIEMENT CONDITIONNEL

	Total
31 décembre 2018	132
Réévaluation ¹⁾	263
Paievements réglés ou à régler	(25)
31 mars 2019	370
Moins la partie courante	163
Partie non courante	207

1) Le paiement conditionnel est comptabilisé à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont constatées en résultat net.

Dans le cadre de l'acquisition, Cenovus a convenu d'effectuer certains paiements trimestriels à ConocoPhillips durant cinq ans après le 17 mai 2017 pour les trimestres durant lesquels le prix moyen du pétrole brut du WCS dépasse 52,00 \$ le baril durant le trimestre en question. Le paiement trimestriel s'établira à 6 M\$ pour chaque dollar du prix du WCS dépassant 52,00 \$ le baril. Le calcul comporte un mécanisme d'ajustement tenant compte de certaines interruptions de production importantes à Foster Creek et à Christina Lake, qui pourra réduire le montant d'un paiement conditionnel. Il n'y a aucune modalité concernant un paiement maximal. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, 25 M\$ devaient être versés aux termes de la convention.

16. PROVISIONS AU TITRE DE CONTRATS DÉFICITAIRES

	Total
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	78
Obligations réglées	(3)
Variation des hypothèses	(4)
Variation du taux d'actualisation	3
Désactualisation des provisions au titre de contrats déficitaires	1
31 mars 2019	75
Moins la partie courante	15
Partie non courante	60

La provision au titre de contrats déficitaires a trait aux composantes non locatives des obligations locatives relativement aux coûts d'exploitation et aux places de stationnement non réservées de l'espace de bureau à Calgary, en Alberta. La provision correspond à la valeur actuelle de l'écart entre les paiements futurs que Cenovus doit effectuer en vertu de contrats de location non résiliables et le recouvrement de loyers estimés en vertu des contrats de sous-location, actualisée à un taux sans risque ajusté en fonction de la qualité de crédit s'établissant entre 3,2 % et 4,4 %. La provision au titre des contrats déficitaires devrait être réglée au plus tard en 2040. L'estimation peut varier en raison de changements à l'utilisation de l'espace de bureau loué et aux contrats de sous-location, s'il en est.

17. PASSIFS RELATIFS AU DÉMANTÈLEMENT

La provision au titre du démantèlement correspond à la valeur actuelle des coûts futurs prévus liés à la mise hors service des actifs de pétrole brut et de gaz naturel en amont, des installations de raffinage et du terminal de transport ferroviaire de pétrole brut. La valeur comptable totale de l'obligation s'établit comme suit :

	Total
31 décembre 2018	875
Obligations prises en charge	2
Obligations réglées	(14)
Variation du taux d'actualisation	235
Désactualisation des passifs relatifs au démantèlement (note 4)	14
31 mars 2019	1 112

Le montant des flux de trésorerie futurs non actualisés estimatifs requis pour régler les obligations a été actualisé au moyen d'un taux d'intérêt sans risque ajusté en fonction de la qualité de crédit de 5,3 % au 31 mars 2019 (6,5 % au 31 décembre 2018).

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Période close le 31 mars 2019

18. AUTRES PASSIFS

	31 mars 2019	1 ^{er} janvier 2019 ¹⁾
Incitatif à long terme à l'intention des employés	63	41
Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	75	75
Autres	42	39
	180	155

1) Voir la note 3.

19. CAPITAL SOCIAL

A) Autorisé

Cenovus est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires et un nombre d'actions préférentielles de premier et de second rang ne dépassant pas, au total, 20 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation. Les actions préférentielles de premier et de second rang peuvent être émises en une ou plusieurs séries et être assorties de droits et conditions établis par le conseil d'administration de la société avant leur émission, sous réserve des statuts de la société.

B) Émis et en circulation

	31 mars 2019		31 décembre 2018	
	Nombre d'actions ordinaires (en milliers)	Montant	Nombre d'actions ordinaires (en milliers)	Montant
Actions en circulation au début de l'exercice et à la clôture de la période	1 228 790	11 040	1 228 790	11 040

Au 31 mars 2019, ConocoPhillips détenait toujours 208 millions d'actions ordinaires émises à titre de contrepartie partielle de l'acquisition.

Aucune action préférentielle n'était en circulation au 31 mars 2019 (aucune au 31 décembre 2018).

Au 31 mars 2019, 25 millions d'actions ordinaires (23 millions au 31 décembre 2018) pouvaient être émises aux termes du régime d'options sur actions.

20. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	Régimes à prestations définies	Écart de conversion	Instruments de capitaux propres de sociétés fermées	Total
31 décembre 2017	(4)	633	14	643
Autres éléments du résultat global, avant l'impôt	(10)	120	-	110
Impôt sur le résultat	3	-	-	3
31 mars 2018	(11)	753	14	756
31 décembre 2018	(7)	1 030	15	1 038
Autres éléments du résultat global, avant l'impôt	2	(102)	-	(100)
Impôt sur le résultat	-	-	-	-
31 mars 2019	(5)	928	15	938

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Période close le 31 mars 2019

21. RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Cenovus offre un certain nombre de régimes de rémunération fondée sur des actions qui comprennent des DRN, des unités d'actions liées au rendement (« UAR »), des unités d'actions de négociation restreinte (« UANR ») et des unités d'actions différées (« UAD »). Les tableaux suivants résument l'information sur les régimes de rémunération fondée sur des actions de Cenovus.

31 mars 2019	Unités en circulation (en milliers)	Unités exerçables (en milliers)
DRN	32 512	23 167
UAR	6 895	-
UANR	9 797	-
UAD	1 581	1 581

Au 31 mars 2019, le prix d'exercice moyen pondéré des DRN s'établissait à 22,84 \$.

Trimestre clos le 31 mars 2019	Unités attribuées (en milliers)	Unités acquises et payées (en milliers)
DRN	3 744	-
UAR	2 511	-
UANR	2 489	(64)
UAD	214	-

Le tableau suivant résume la charge ou le recouvrement de rémunération fondée sur des actions comptabilisé pour l'ensemble des régimes.

Périodes closes les 31 mars	Trimestres clos en	
	2019	2018
DRN	3	2
UAR	(2)	(11)
UANR	9	(1)
UAD	5	1
Charge (recouvrement) de rémunération fondée sur des actions	15	(9)
Coûts de la rémunération fondée sur des actions incorporés à l'actif	4	(2)
Total de la rémunération fondée sur des actions	19	(11)

22. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers de Cenovus comprennent la trésorerie et ses équivalents, les comptes débiteurs et produits à recevoir, les comptes créditeurs et charges à payer, les actifs et passifs liés à la gestion des risques, les instruments de capitaux propres dans des sociétés fermées, les créances à long terme, le paiement conditionnel, les emprunts à court terme et la dette à long terme. Les actifs et les passifs liés à la gestion des risques découlent de l'utilisation d'instruments financiers dérivés.

A) Juste valeur des instruments financiers non dérivés

En raison de leur échéance à court terme, la trésorerie et ses équivalents, les comptes débiteurs et produits à recevoir, les comptes créditeurs et charges à payer, et les emprunts à court terme ont une juste valeur qui avoisine leur valeur comptable.

La juste valeur des créances à long terme se rapproche de leur valeur comptable, en raison du caractère non négociable de ces instruments.

La dette à long terme est comptabilisée au coût amorti. La juste valeur estimative des emprunts à long terme a été établie en fonction des cours des titres d'emprunt à long terme sur le marché secondaire à la clôture de la période (niveau 2). Au 31 mars 2019, la valeur comptable de la dette de Cenovus s'établissait à 8 383 M\$, et sa juste valeur, à 8 480 M\$ (valeur comptable de 9 164 M\$ et juste valeur de 8 431 M\$ au 31 décembre 2018).

Les instruments de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») se composent des titres de capitaux propres dans des sociétés fermées. La société classe certains instruments de capitaux propres dans des sociétés fermées à la JVAERG, car ils ne sont pas détenus à des fins de transaction et que les variations de la juste valeur ne rendent pas compte des activités de la société. Ces actifs sont comptabilisés à la juste valeur à titre d'autres actifs aux états consolidés de la situation financière. La juste valeur est établie en fonction de transactions récentes visant des titres de sociétés fermées (niveau 3), s'il y a eu de telles transactions. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la juste valeur des instruments de capitaux propres dans des sociétés fermées de la société n'a fait l'objet d'aucune variation.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Période close le 31 mars 2019

B) Juste valeur des actifs et des passifs liés à la gestion des risques

Les actifs et les passifs liés à la gestion des risques de la société comprennent des swaps et des options sur le pétrole brut et les condensats ainsi que des swaps de cours de change et de taux d'intérêt. Les contrats de pétrole brut, de condensats et, s'il en est, de gaz naturel sont comptabilisés à leur juste valeur estimative établie en fonction de la différence entre le prix prévu par contrat et le prix à terme à la clôture de la période pour la même marchandise, selon des prix cotés sur les marchés ou le prix à terme à la clôture de la période pour la même marchandise, extrapolé pour la durée du contrat (niveau 2). La juste de valeur des swaps de cours de change est calculée à l'aide de modèles d'évaluation externes qui intègrent des données observables sur le marché, dont des courbes des cours de change (niveau 2), et la juste de valeur des swaps de taux d'intérêt est calculée à l'aide de modèles d'évaluation externes qui intègrent des données observables sur le marché, dont des courbes des taux d'intérêt (niveau 2).

Résumé des positions de gestion des risques non dénouées

	31 mars 2019			31 décembre 2018		
	Gestion des risques			Gestion des risques		
	Actif	Passif	Montant net	Actif	Passif	Montant net
Pétrole brut	1	79	(78)	156	2	154
Change	-	-	-	-	1	(1)
Taux d'intérêt	-	-	-	7	-	7
Total de la juste valeur	1	79	(78)	163	3	160

Le tableau ci-dessous présente la hiérarchie des justes valeurs de la société s'appliquant aux actifs et aux passifs liés à la gestion des risques comptabilisés à la juste valeur.

	31 mars 2019	31 décembre 2018
Niveau 2 – Prix tirés de données observables ou confirmés dans le marché	(78)	160

Les prix tirés de données observables ou confirmés dans le marché s'entendent de la juste valeur de contrats évalués en partie à l'aide de prix cotés dans le marché et en partie avec des données observables et confirmées dans le marché.

Le tableau suivant présente un rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et des passifs liés à la gestion des risques de Cenovus du 1^{er} janvier au 31 mars.

	2019
Juste valeur des contrats à l'ouverture de l'exercice	160
Juste valeur des contrats dénoués pendant la période	(19)
Variation de la juste valeur des contrats en cours à l'ouverture de l'exercice et des contrats conclus pendant la période	(217)
Profit (perte) de change latent(e) sur les contrats libellés en dollars américains	(2)
Juste valeur des contrats à la clôture de la période	(78)

C) Juste valeur du paiement conditionnel

Le paiement conditionnel est inscrit à la juste valeur aux états consolidés de la situation financière. La juste valeur est établie en déterminant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus à l'aide d'un modèle d'évaluation du prix des options (niveau 3), qui suppose que la distribution des probabilités pour le WCS repose sur la volatilité des options sur le WTI, la volatilité des options sur le cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain et le prix à terme du WCS, et actualisée au taux d'intérêt sans risque ajusté en fonction de la qualité de crédit de 2,8 %. La juste valeur du paiement conditionnel a été établie par l'équipe d'évaluation interne de Cenovus composée de personnes compétentes qui possèdent une expérience des techniques d'évaluation de la juste valeur. Au 31 mars 2019, la juste valeur du paiement conditionnel a été estimée à 370 M\$.

Au 31 mars 2019, le prix à terme moyen du WCS pour la durée restante du paiement conditionnel est de 50,15 \$ CA le baril. La volatilité moyenne des options sur le WTI et des options sur les cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain utilisée pour évaluer le paiement conditionnel était respectivement de 24 % et de 7 %. Des variations des données d'entrée utilisées dans le modèle d'évaluation du prix des options, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs, auraient donné lieu à des profits ou à des pertes latents qui auraient eu l'incidence suivante sur le résultat avant impôt :

	Fourchette de sensibilité	Hausse	Baisse
Prix à terme du WCS	± 5,00 \$/b	(189)	150
Volatilité des options sur le WTI	± 5 %	(74)	72
Volatilité des options sur les cours de change entre le dollar américain et le dollar canadien	± 5 %	-	(15)

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Période close le 31 mars 2019

D) Incidence sur le résultat des (profits) pertes sur les positions de gestion des risques

Périodes closes les 31 mars	Trimestres clos en	
	2019	2018
(Profit réalisé) perte réalisée ¹⁾	(19)	469
(Profit latent) perte latente ²⁾	236	(139)
(Profit) perte lié(e) à la gestion des risques découlant des activités poursuivies	217	330

1) Les profits et pertes réalisés à la gestion des risques sont comptabilisés dans le secteur à présenter auquel se rapporte l'instrument dérivé.

2) Les profits et pertes latents à la gestion des risques sont constatés dans le secteur Activités non sectorielles et éliminations.

23. GESTION DES RISQUES

Cenovus est exposée à des risques financiers, notamment le risque lié aux prix des marchandises, le risque de change, le risque de taux d'intérêt ainsi que le risque de crédit et le risque de liquidité.

Pour gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, la société a conclu des swaps de taux d'intérêt se rapportant à d'éventuelles émissions de titres d'emprunt. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la société a dénoué le solde de 150 M\$ US de ses swaps de taux d'intérêt, donnant lieu à une perte à la gestion des risques de 1 M\$. Pour atténuer son exposition aux variations des cours de change, la société conclut régulièrement des contrats de change. Le montant notionnel des contrats de change en cours s'élevait à 30 M\$ US au 31 mars 2019.

Au 31 mars 2019, environ 94 % des montants à payer, des entreprises communes, des créances clients et de l'investissement net dans les contrats de location-financement de la société étaient de bonne qualité, et plus de 99 % étaient en souffrance depuis moins de 60 jours. Les pertes de crédit attendues moyennes sur les montants à payer, les entreprises communes, les créances clients et l'investissement net dans les contrats de location-financement de la société s'établissaient à 0,4 % au 31 mars 2019.

Juste valeur nette des positions de gestion des risques

31 mars 2019	Volumes notionnels	Échéance	Prix moyen	Juste valeur de l'actif (du passif)
Contrats de pétrole brut				
Tunnels sur le WTI	19 000 b/j	Janvier à décembre 2019	50,00 \$ US/b – 62,08 \$ US/b	(16)
Autres positions financières ¹⁾				(62)
Total de la juste valeur				(78)

1) Les autres positions financières font partie des activités courantes de commercialisation de la production de la société. Au 31 mars 2019, les autres positions financières se composaient des instruments liés au WCS, au WTI et au condensat.

Sensibilités – Positions de gestion des risques

Le tableau suivant résume la sensibilité de la juste valeur des positions de gestion des risques de Cenovus aux fluctuations des prix des marchandises et des cours de change, toutes les autres variables demeurant constantes. La direction croit que les fluctuations présentées dans le tableau ci-dessous constituent une mesure raisonnable de la volatilité. L'incidence des fluctuations des prix des marchandises et des cours de change sur les positions de gestion des risques en cours de la société aurait pu entraîner la comptabilisation de profits ou de pertes latents ayant une incidence sur le résultat avant impôt comme suit :

	Fourchette de sensibilité	Hausse		Baisse	
Pétrole brut – prix de la marchandise	± 5,00 \$ US/b sur les couvertures basées sur le WTI et le condensat	(81)			77
Pétrole brut – prix différentiel	± 2,50 \$ US/b sur les couvertures différentielles basées sur la production	9			(9)
Change ¹⁾	± 0,05 \$ US du cours de change entre le dollar américain et le dollar canadien	3			(3)

1) Appliqué aux couvertures liées au cours de change.

24. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant présente un rapprochement des passifs et des flux de trésorerie liés aux activités de financement.

	Dividendes à payer	Dette à long terme	Obligations locatives
31 décembre 2017	-	9 513	-
Variations des flux de trésorerie liés aux activités de financement :			
Émission (remboursement) de titres d'emprunt à long terme renouvelables, montant net	-	1	-
Dividendes versés	(60)	-	-
Variations sans effet sur la trésorerie :			
Dividendes déclarés	60	-	-
(Profit) perte de change	-	266	-
Charges financières	-	1	-
31 mars 2018	<u>-</u>	<u>9 781</u>	<u>-</u>
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	-	9 164	1 494
Variations des flux de trésorerie liés aux activités de financement :			
Dividendes versés	(61)	-	-
Émission (remboursement) de titres d'emprunt à long terme, montant net	-	(558)	-
Remboursement du capital des contrats de location	-	-	(33)
Variations sans effet sur la trésorerie :			
Dividendes déclarés	61	-	-
(Profit) perte de change	-	(192)	(5)
Entrées de contrats de location	-	-	11
Charges financières	-	(31)	-
31 mars 2019	<u>-</u>	<u>8 383</u>	<u>1 467</u>

25. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS**A) Engagements**

Cenovus a conclu divers engagements dans le cours normal de ses activités, ayant trait surtout à des frais liés à la demande dans le cadre de contrats de transport fermes. En outre, la société a des engagements relatifs à son programme de gestion des risques et est tenue de capitaliser les régimes à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi.

31 mars 2019	Reste de l'exercice	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Par la suite	Total
Transport et entreposage ¹⁾	747	1 036	1 269	1 433	1 514	16 665	22 664
Immobilier ²⁾	31	35	39	37	38	711	891
Engagements en capital	15	-	-	-	-	-	15
Autres engagements à long terme	101	44	27	27	25	122	346
Total des paiements³⁾	<u>894</u>	<u>1 115</u>	<u>1 335</u>	<u>1 497</u>	<u>1 577</u>	<u>17 498</u>	<u>23 916</u>

1) Comprend certains des engagements liés au transport, au montant de 13 G\$, assujettis à l'approbation des organismes de réglementation ou qui ont été approuvés, mais qui ne sont pas encore en vigueur (14 G\$ en 2018).

2) A trait aux composantes non locatives des obligations locatives relativement aux coûts d'exploitation et aux places de stationnement non réservées de l'espace de bureau. Ne rend pas compte d'un paiement engagé pour lequel une provision a été constituée.

3) Les contrats exécutés pour le compte de WRB tiennent compte de la participation de 50 % de Cenovus.

Le 1^{er} janvier 2019, la société a adopté IFRS 16, ce qui a donné lieu à la comptabilisation à l'état de la situation financière d'obligations locatives liées à des contrats de location simple. Ces obligations étaient présentées précédemment à titre d'engagements. Pour consulter un rapprochement des engagements de la société au 31 décembre 2018 et de ses obligations locatives au 1^{er} janvier 2019, se reporter à la note 3.

Au 31 mars 2019, le total des engagements s'établissait à 23,9 G\$, dont 22,7 G\$ avaient trait à divers engagements de transport et d'entreposage. Ces engagements de transport et d'entreposage rendent compte d'engagements futurs relativement à des contrats de location visant des wagons et des réservoirs de stockage qui ne sont pas encore entrés en vigueur de 261 M\$ US et de 154 M\$, respectivement. Les contrats de location visant des wagons devraient entrer en vigueur en 2019 et leur durée varie entre cinq et dix ans, tandis que les contrats de location visant des réservoirs de stockage devraient entrer en vigueur en 2019 et leur durée est de dix ans.

Au 31 mars 2019, des lettres de crédit en cours totalisant 359 M\$ étaient émises à titre de garantie de l'exécution de certains contrats (336 M\$ au 31 décembre 2018).

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Période close le 31 mars 2019

B) Éventualités

Actions en justice

Cenovus est partie à un nombre restreint d'actions en justice dans le cours normal de ses activités. Cenovus est d'avis que toute obligation pouvant découler de ces actions, dans la mesure où elle n'est pas prévue, ne devrait pas avoir d'incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Paiement conditionnel

Dans le cadre de l'acquisition, Cenovus a convenu de verser des paiements trimestriels à ConocoPhillips durant cinq ans après le 17 mai 2017 pour les trimestres durant lesquels le prix moyen du pétrole brut du WCS dépasse 52,00 \$ le baril durant le trimestre en question. Au 31 mars 2019, la juste valeur estimative du paiement conditionnel s'établissait à 370 M\$ (voir la note 15).

26. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Après le 31 mars 2019, la société a racheté une autre tranche de 66 M\$ US de ses effets non garantis en contrepartie d'un montant en trésorerie de 63 M\$ US. Le solde du capital des effets non garantis de la société s'établissait comme suit au 23 avril 2019 :

	Montant du capital en \$ US
23 avril 2019	
5,70 %, échéant le 15 octobre 2019	500
3,00 %, échéant le 15 août 2022	500
3,80 %, échéant le 15 septembre 2023	450
4,25 %, échéant le 15 avril 2027	962
5,25 %, échéant le 15 juin 2037	641
6,75 %, échéant le 15 novembre 2039	1 400
4,45 %, échéant le 15 septembre 2042	674
5,20 %, échéant le 15 septembre 2043	300
5,40 %, échéant le 15 juin 2047	832
	6 259